

LA LETTRE ECO

N°144

12 septembre 2015

SOMMAIRE DE LA LETTRE N°144

Le Coin des Epargnants

- Le tableau économique et financier
- En attendant la FED, le monde retient son souffle
- Pétrole au plus bas jusqu'en 2016 ?

Si vous étiez absent cette semaine...

- L'industrie française n'a pas aimé l'été
- La France, dernier de la classe européenne

Le Coin de la Conjoncture

- La croissance menacée par l'inversion des flux
- La Chine a-t-elle touchée le fond ?
- La Martinique victime de la décroissance démographique
- Le monde économique retient son souffle

Le Coin des Tendances

- L'économie circulaire sera-t-elle l'avenir de l'Homme ?
- Le big data mais à quoi cela peut servir ?

L'agenda éco et les prévisions de la semaine

LE COIN DES EPARGNANTS
Le tableau financier de la semaine

	Résultats 11 sept. 2015	Evolution Sur 5 jours	Résultats 31 déc. 2014
CAC 40	4 548	+0,57 %	4 272
Dow Jones	16 432	+2,05 %	17 823
Nasdaq	4822	+2,90 %	4 777
Daxx Allemand	10 123	+0,85 %	9 805
Footsie	6117	+ 1,24 %	6 566
Stoxx 50	3034	+0,54 %	3146
Nikkei	18 364	+ 2,64 %	17 450
Taux de l'OAT France à 10 ans (taux BDF 11 sept.)	1,0310	1,1600 %	0,8370 %
Taux du Bund allemand à 10 ans (11 sept.)	0,659 %	0,673 %	0,541 %
Taux du Trésor US à 10 ans (11 sept.)	2,190	2,137 %	2,17 %
Cours de l'euro / dollars (11 sept.)	1,1332	+1,66 %	1,2106
Cours de l'once d'or en dollars premier fixing Londres (11 sept.)	1 106	-1,66 %	1199
Cours du baril de pétrole Brent en dollars (11 sept. à 22 H 30)	48,1	-2,41 %	57,54

En attendant la FED, chacun retient son souffle

Sans surprise, les marchés financiers sont en roue libre en attendant que la FED se réunisse la semaine prochaine. A en croire la moyenne des pronostics économiques, la Présidente Janet Yellen ne prendra pas le risque d'augmenter les taux en cette fin d'été et préférera reporter la hausse au mois de décembre. Afin de casser les anticipations et l'attentisme, elle pourrait décider néanmoins de relever faiblement les taux rapidement. Cela aurait l'avantage de casser le suspense. Elle pourrait justifier sa décision par la baisse du taux de chômage.

Le Brésil continue sa descente aux enfers. Le pays a vu sa note dégradée par Standard and Poor's. Le Brésil est tout à la fois confronté à une récession et à une forte inflation. En outre, le pays doit faire face à une crise politique. A moins d'un an des Jeux Olympiques, le climat s'alourdit fortement.

Pétrole, au plus bas jusqu'en 2016...

L'Agence International de l'Energie n'annonce pas de remontée du prix du baril avant 2016. Elle prévoit néanmoins une forte contraction de la production d'ici 2016 avec une reprise de la demande. Cette évolution devrait, de ce fait, aboutir à une hausse des cours dans le courant de l'année 2016. Pour cela, il faudrait que le ralentissement de la Chine s'arrête et que la reprise de la zone euro et des Etats-Unis se confirment. Affaire à suivre...

SI VOUS ETIEZ ABSENT CETTE SEMAINE

L'industrie n'a pas aimé l'été

Après avoir baissé de 0,6 %, la production de l'industrie manufacturière est encore en repli en juillet avec un recul de 1 %. L'ensemble de l'industrie s'est également contracté de 0,8 %. La stagnation du 2^{ème} trimestre semble donc se poursuivre au 3^{ème}. De ce fait, au cours des trois derniers mois, la production baisse dans l'industrie manufacturière de 0,7 % ainsi que dans l'ensemble de l'industrie avec un repli de 0,6 %. Du fait de la baisse des prix, cette baisse est en grande partie imputable à la chute de la production dans la cokéfaction et le raffinage (-14,5 %) et est également liée à la diminution intervenue dans les matériels de transport (-1,9 %), ainsi que dans les équipements électriques, électroniques, informatiques, machines (-0,8 %) et dans les industries extractives, énergie, eau (-0,4 %). En revanche, la production augmente dans les industries agricoles et alimentaires (+0,8 %).

Petite lueur d'espoir, malgré tout, sur un an, la production manufacturière augmente de 0,6 % et de 0,7 % pour l'ensemble de l'industrie.

La France, dernier de la classe européenne

La France se classe en dernière position pour la croissance au sein de l'Union européenne.

Au cours du deuxième trimestre 2015, le PIB corrigé des variations saisonnières a progressé, en effet de 0,4 % tant dans la zone euro que dans l'Union européenne par rapport au trimestre précédent, selon la deuxième estimation publiée par Eurostat. Au cours du premier trimestre 2015, le PIB avait augmenté de 0,5 % dans les deux zones. En comparaison avec le même trimestre de l'année précédente, le PIB corrigé des variations saisonnières s'est accru de 1,5 % dans la zone euro et de 1,9 % dans l'UE au deuxième trimestre 2015, après respectivement +1,2 % et +1,7 % au premier trimestre 2015.

L'Europe est à la traîne par rapport aux Etats-Unis qui ont connu une croissance au deuxième trimestre de 0,9 % par rapport au trimestre précédent (après +0,2 % au premier trimestre 2015). Par rapport au même trimestre de l'année précédente, le taux de croissance du PIB aux Etats-Unis a progressé de 2,7 % (après +2,9 % au premier trimestre 2015).

Le PIB a augmenté dans tous les États membres sauf en France où il est resté stable. Les plus forts taux de croissance par rapport au trimestre précédent ont été enregistrés en Lettonie (+1,2 %), à Malte (+1,1 %), en République tchèque, en Espagne ainsi qu'en Suède (tous à +1,0 %), suivis de la Grèce et de la Pologne (+0,9 % chacune), de la Slovaquie (+0,8 %), de l'Estonie, de la Croatie, de la Lituanie, de la Slovénie et du Royaume-Uni (tous à +0,7 %). Les plus faibles taux de croissance ont quant à eux été observés aux Pays-Bas, en Autriche et en Roumanie (tous à +0,1 %).

LE COIN DE LA CONJONCTURE

La croissance est-elle menacée par l'inversion des flux de capitaux ?

Durant les années 2000, les investisseurs occidentaux ont choisi de placer un volume croissant de capitaux dans les pays émergents ce qui a conduit à l'accélération de la mondialisation et la croissance de l'économie mondiale. Ce choix était fondé du fait que la rentabilité du capital était plus forte au sein des pays émergents qu'au sein des pays occidentaux moyennant une prise de risques plus élevée.

Les pays émergents se sont ainsi constitués du fait des arrivées de capitaux et en raison d'abondants excédents commerciaux d'importantes réserves de changes qui ont été mobilisées pour freiner l'appréciation de leur monnaie. A cette fin, ils ont acquis des volumes importants de titres sans risque des pays occidentaux. Le circuit était relativement simple ; les pays dits avancés investissaient à risque et contribuaient à la croissance des émergents ; ces derniers finançaient les déficits publics des premiers.

Ce processus s'est dérégulé à partir de 2012. Les pays émergents doivent faire face à un ralentissement de leur croissance avec en parallèle bien souvent une réduction de leurs excédents commerciaux. Pour lutter contre une dépréciation excessive de leur monnaie, ils recourent à leurs réserves de change pour la soutenir. Par ailleurs, du fait d'une rentabilité moindre, les investisseurs ne privilégient plus les pays émergents. En outre, à la recherche de meilleurs rendements et surtout de placements plus sûrs, les investisseurs locaux préfèrent placer leur argent sur des valeurs occidentales. Il en résulte une modification profonde des flux de capitaux qui joue contre la croissance de l'économie mondiale. En effet, la recherche de placements sans risque est devenue une préférence généralisée. Les pays émergents ne contribuent plus à la liquidité de l'économie mondiale, mission qui est de plus en plus remplie par les banques centrales occidentales.

La Chine a peut-être déjà touché le fond

Les statistiques économiques chinoises ne sont pas sans ombre. De plus en plus d'experts considèrent que le recul de la croissance a été beaucoup plus violent que ce que les pouvoirs publics ont bien voulu faire croire. Cette diminution serait surtout intervenue il y a de nombreux mois. Aujourd'hui, nous serions plutôt sur une correction statistique.

Dans les faits, la Chine aurait connu une phase de croissance très parallèle à celle des pays occidentaux. La grande dépression de 2008 / 2009 aurait été suivie d'une reprise rapide et forte. Le taux de croissance aurait atteint plus de 12 % en 2012 avant de diminuer à nouveau rapidement pour atteindre moins de 8 % en 2015. Tous les indicateurs prouvent que le ralentissement est marqué dès 2013. Les exportations, le crédit, l'investissement en construction sont en berne depuis trois ans.

Cet atterrissage brutal est tout à la fois l'expression de la stagnation du commerce international, de l'augmentation des coûts de production chinois et la réorientation de l'économie vers les services et la consommation. Pour certains, la Chine aurait déjà atteint un plancher et pourrait connaître un léger rebond dans les prochains mois tout en sachant que le taux de croissance a peu de chance de renouer avec les taux passés.

La Martinique, victime de la décroissance démographique

La Martinique est confrontée à un processus de diminution de sa population. En effet, après une période de forte croissance démographique des années 60 à 90, l'île surnommée l'île aux Fleurs doit faire face à une érosion de sa population depuis 2006. Ainsi, le nombre d'habitants est passé de 292 000 à 397 000 de 1961 à 2006. En 2014, la Martinique ne comptait plus que 381 326 habitants. De 2006 à 2013, la population s'est contractée de 0,4 % quand elle a augmenté de 0,5 % sur la même période en France métropolitaine. Si le solde naturel reste positif, + 0,6 % soit plus que la moyenne française, + 0,4 %, en revanche, le solde migratoire est négatif, -1 % contre +0,1 % pour la métropole. Depuis 1974, le solde migratoire a toujours été négatif pour la Martinique. Il a varié de 0 entre 1982 et 1990 à -1 % de 1974 à 1992 puis depuis 2006. Ce solde migratoire est lié au départ des jeunes durant leurs études supérieures ainsi que ceux des jeunes actifs qui partent chercher un emploi en métropole. Cette émigration du travail concerne en premier lieu les hommes. La Martinique compte 54 % de femmes soit 2 points de plus que la moyenne nationale.

Le monde économique retient sa respiration

A l'occasion de sa réunion du 16-17 septembre, la FED présentera les nouvelles projections économiques. Ce grand rendez-vous trimestriel est souvent l'occasion pour les responsables de la politique monétaire d'annoncer des changements de politique.

Avant l'été, la probabilité d'une hausse en septembre était forte. A fin août, ces anticipations avaient pour dire disparu et la probabilité d'une telle décision n'est plus que de 16 %.

Le changement de pied est lié à l'effondrement de la bourse de Shanghai, ainsi qu'à la dévaluation annoncée par les autorités chinoises. Ces événements ont provoqué de fortes variations des actions, des rendements obligataires et des taux de change.

Sur une base intra-journalière, le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans a atteint de 2,29 % le 5 août et est retombé à 1,90 % le 24 août. Quant à la parité euro-dollar, le point bas a été de 1,08 le 5 août à un point haut de 1,17 le 24 août.

Depuis le début de mois de septembre, le retour au calme semble être de rigueur. Les bons du Trésor américain sont revenus aux niveaux de début août, et le dollar est désormais marginalement moins cher face à l'euro.

Au niveau de l'inflation, les prix continuent d'évoluer très en-deçà l'objectif de la FED fixé à 2 % à moyen terme. L'inflation a été de 0,3 % en glissement annuel en juillet. La nouvelle baisse des prix de l'énergie devrait encore peser sur l'inflation dans les prochains mois.

Les Etats-Unis seraient toujours sur un rythme de croissance inférieur à sa tendance de long terme ce qui pourrait inciter les autorités monétaires de différer le relèvement des taux.

De même, le taux de chômage de 5,1 % en août ne serait plus un bon indicateur. Il faudrait prendre en plus du taux de chômage, les indicateurs suivants comme les emplois à temps partiel contraints, le taux de chômage à long terme (27 semaines et plus) les taux de recrutement et de démission, la progression du salaire horaire des travailleurs non-cadres affecté à la production et le taux d'activité des personnes de 25 à 54 ans. En agglomérant ces données, la situation est moins favorable qu'il n'y paraît. Ainsi, le marché du travail ne connaîtrait aucune amélioration depuis le début de l'année.

Dans ces conditions, la FED devrait reporter à la fin de l'année sa décision de relèvement des taux. Néanmoins, pour se redonner des marges de manœuvre et pour prouver son indépendance et mettre un terme avec une longue attente, elle pourrait surprendre et opter pour le mouvement.

LE COIN DES TENDANCES

L'économie circulaire est-elle l'avenir de l'Homme... ?

Selon une étude de Mc Kinsey, les investissements en faveur de l'économie circulaire pourraient constituer un vecteur de croissance.

La rationalisation de l'utilisation des matières premières générerait en Europe 1 800 milliards d'euros de bénéfice économique net en 2030. En termes de PIB, le gain serait de 7 points.

« L'économie européenne est étonnamment gaspilleuse dans sa façon de créer de la valeur, et tout concourt à faire perdurer ce système », constatent les auteurs de l'étude.

Pour le moment, seulement 40 % des matériaux utilisés en Europe sont recyclés ou réutilisés. 31 % des denrées alimentaires sont gaspillées le long de la chaîne de valeur. L'étude souligne que les automobiles restent inutilisées 92 % du temps quand les bureaux ne sont en moyenne occupés que de 35 % à 50 % du temps, y compris durant les heures de travail.

Toujours selon Mac Kinsey, l'auto-partage permettrait de faire chuter le coût moyen d'une voiture au kilomètre de 75 % d'ici à 2030, tandis que les coûts des intrants et des machines pourraient, chuter dans l'agriculture, dans des proportions similaires si l'agriculture de précision et les techniques de semis direct (sans labour) étaient combinées.

Les maisons à énergie passive pourraient contribuer à réduire la consommation d'énergie à hauteur de 90 %.

Les investissements à réaliser pour atteindre ces résultats s'élèveraient à 108 milliards d'euros. Il serait intéressant d'étudier le retour sur investissement à court terme et à long terme tout en prenant en compte l'impact environnemental...

Vous avez dit big data mais à quoi ça sert ?

Le big data est à la mode. Ce serait une source de croissance. Pour autant, certains doutent encore de son impact économique. Le recours aux probabilités, aux échantillons, aux sondages permettent bien souvent d'obtenir à moindres coûts les mêmes résultats. Le problème du big data est l'utilisation concrète des données et des analyses qui sont de plus en plus automatisées. Il y a en outre, une tendance à requalifier de big data des pratiques anciennes.

Qu'est-ce que le big data ?

La définition du big data est la suivante : « données structurées ou non dont le très grand volume requiert des outils d'analyse adaptés ».

Le Big Data s'articule autour de la notion des 3V, voire des 4 ou 5V.

Le premier V correspond au *Volume*. Le big data c'est la capacité de traiter un nombre important de données. Le big data, c'est la capacité de stocker et de traiter des exaoctets (10 puissance 18 octets), voire zettaoctets (10 puissance 21), quand il y a 10 ans on travaillait en mégaoctets (10 puissance 6) stockés sur des disquettes. L'inflation des données est impressionnante. 90 % des données récoltées depuis le début de l'humanité ont été produites durant les 2 dernières années.

Le deuxième V correspond à la *Vitesse*. Le traitement et la circulation des données sont de plus en plus rapide.

Le troisième V correspond à la *Variété*. Auparavant, les données se devaient d'être formatées renseignées selon des critères communs qui eux seuls garantissaient la capacité de comparaison et de traitement de l'information.

Avec le Big Data apporte, le traitement peut être réalisé à partir de données brutes. Les images, les vidéos, les sons, les données verbales ou statistiques peuvent être traités.

Ces 3V ont été complétés par deux autres V avec la prise en compte dans le big data de la *Valeur* et de la *Véracité*.

Les données doivent être utilisables et générer de la valeur. Elles doivent être fiables pour permettre des analyses qui le sont tout aussi.

Qui utilisent les données du big data ?

Ce sont les entreprises et les administrations publiques qui exploitent les nouvelles capacités de traitement et d'analyse des données produites à 70 % par les individus.

Aux États-Unis, précurseur du Big Data, des sociétés comme Google, Yahoo et Apache jouent un rôle majeur dans le développement de ce nouveau secteur d'activité.

Google à travers l'algorithme et ses déclinaisons a fortement contribué à partir du début des années 2000 à l'émergence du big data. En 2003, Google publie un premier papier sur le Google File System, et révèle ainsi les premiers secrets de son succès. En 2004 on découvre le fonctionnement de MapReduce, et l'année suivante, Doug Cutting et Michael Cafarella, à l'époque employés chez Yahoo et inspirés par les travaux de Google, créent Nutch Search Engine, qui deviendra Hadoop. En 2006, Yahoo lègue le projet à Apache, qui reste depuis le cœur névralgique d'Hadoop. A partir du milieu des années 2000, le big data est de plus en plus utilisé tant dans le domaine de la distribution, du marketing ou de la finance.

Qui sont les premiers clients du big data ?

Les principaux clients restent les pouvoirs publics nord-américains qui demeurent les principaux investisseurs.

Le gouvernement fédéral américain est un acteur important du big data grâce à l'implication de Barack Obama qui en avait fait, dès sa première campagne présidentielle, un vecteur important. Des informaticiens issus de Google et de Facebook ont, en 2012, développé des outils de ciblage des électeurs, à partir des données recueillies sur Internet. Le terme « Big Data President » fait alors son apparition dans les médias.

Selon l'organisme MeriTalk, le Big Data permettrait à l'État américain de réaliser 14 % d'économies, soit 500 milliards de dollars.

Au niveau de l'administration, le recours au big data se généralise dans les domaines de la formation, de la recherche, de la sécurité nationale, dans santé.

Le programme ADAMS de l'armée américaine vise à repérer les comportements anormaux et les changements d'attitude chez les soldats ou les citoyens américains. Mind's Eye, un projet de la DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency) a pour objectif d'améliorer les performances de reconnaissance vidéo et d'analyse automatisée. Le projet TCGA, porté par les archives nationales du cancer (The Cancer Imaging Archive), permettra d'analyser les données de séquences génétiques issues de patients atteints.

Le secteur de l'assurance recourt de plus en plus au big data pour établir des modèles prédictifs de catastrophes et déterminer avec fiabilité les probabilités sur des risques connus. Les risques concernés peuvent être d'ordre naturel (inondations, sécheresses) ou humains (insécurité routière, vols, dégradations...).

Comme pour les nouvelles techniques de l'information, les pays émergents rattrapent voire sont en avance sur certains pays anciennement industrialisés. L'Afrique du Sud est en pointe sur le sujet avec plus de 10 data-centers et une présence du Big Data dans 60 % des entreprises. Le Nigéria et le Brésil développent également de nombreux projets.

Le Big Data en entreprise aurait représenté un marché de 8,9 milliards de dollars en 2014 et pourrait atteindre près de 25 milliards de dollars d'ici 2016.

En France, selon une étude menée par EMC fin 2013, 74 % des entreprises en France sont convaincues de l'intérêt du Big Data pour leur activité, mais 41 % d'entre elles n'ont encore engagé aucune dépense sur la question.

Les entreprises pour justifier leur manque d'engagement sur le sujet mettent en avant la faible prévisibilité du retour économique de ces investissements (35 % des décideurs s'interrogent encore sur le retour sur investissement).

Les États-Unis diffèrent peu de la France sur ce point. 56 % des entreprises américaines ne savent pas comment tirer profit du Big Data.

AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Dimanche 13 septembre

En **Chine**, il faudra suivre **les résultats de la production industrielle** du mois d'août. Elle devrait être en hausse de 6,3 % contre 6 % en juillet.

Lundi 14 septembre

La **Banque centrale japonaise** se réunit pour évoquer la question des taux.

Au **Japon**, il faudra également suivre **la production industrielle et le taux d'utilisation des capacités de production** du mois de juillet.

Pour la **France**, il ne sera pas inintéressant de regarder **le taux d'inflation** du mois d'août.

Pour la **zone euro**, sera communiquée **la production industrielle** du mois de juillet.

Mardi 15 septembre

Au **Royaume-Uni**, sera publié **l'indice des prix** du mois d'août.

Pour la **zone euro et l'Allemagne**, il faudra regarder **l'indice du sentiment économique et celui sur la situation courante de l'agence ZEW**.

Aux **Etats-Unis**, seront communiqués **l'indice manufacturier de la FED de New York** pour le mois de septembre, **les ventes de détail et la production industrielle** du mois d'août.

Au **Royaume-Uni**, il faudra regarder **l'indice des indicateurs avancés** du mois d'août.

Au **Japon**, seront publiés **les résultats de la balance commerciale** du mois d'août.

Mercredi 16 septembre

La **Banque Centrale Européenne** se réunit mais la réunion ne concerne pas les taux.

Au **Royaume-Uni**, seront connus le taux de chômage du mois d'août et le montant du salaire moyen pour le mois de juillet.

Sera publié l'indice des prix à la consommation du mois d'août pour la **zone euro**.

Aux **Etats-Unis**, sera également communiqué l'indice des prix à la consommation du mois d'août.

Jeudi 17 septembre

En **Suisse**, seront communiqués **les résultats de la balance commerciale** du mois de juillet. **La Banque centrale suisse** se réunit avec des annonces sur les taux.

En **Italie**, seront communiqués les résultats de la **balance commerciale** du mois de juillet.

Au **Royaume-Uni**, seront connues **les ventes de détail** du mois d'août.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **les mises en chantier et les permis de construire** du mois d'août.

Sera très attendue la communication qui fera suite à la réunion de la Banque centrale américaine avec des annonces possibles sur les taux.

Vendredi 18 septembre

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **les indicateurs avancés** du mois d'août.



La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorelo.fr

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : phcrevel@lorelo.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorelo.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----
Prénom -----
Fonction: -----
Organisme: -----
Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----
Pays
Tél.: -----
E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC